

Tentatives de l'empereur Charles VI au Congrès d'Utrecht en 1712

János KALMÁR

Universidad ELTE, Budapest, Hungría
jankalmar@freemail.hu

Fecha de recepción: 06/08/2013

Fecha de aceptación: 07/09/2013

RESUMEN

Durante la conferencia de paz de Utrecht, iniciada en 1712, el emperador Carlos VI se esforzó por hacerse con la totalidad de la monarquía española. Por el contrario, Inglaterra y Holanda, potencias que tuvieron un papel decisivo en las negociaciones internacionales de paz, después de morir José I, hermano mayor de Carlos, y convertirse éste en emperador, desampararon al Habsburgo y trabajaron para llegar a un rápido acuerdo con Francia, la enemiga de antaño. Al volver a Viena, Carlos –con el objetivo de perpetuar su pretensión a la corona española– dejó en Barcelona a su esposa en calidad de gobernadora general. Puesto que el matrimonio no tenía hijos, el verano de 1712 la diplomacia vienesa quiso sustituir a la emperatriz por la archiduquesa María Isabel, una de las hermanas del soberano. El proyecto no se realizó, porque entretanto Inglaterra aceptó que fuera el rival de Carlos VI, Felipe V de Borbón, quien recibiera los territorios de la corona de España.

Palabras clave: Conferencia de paz de Utrecht (1712), Inglaterra y Holanda, emperador Carlos VI, diplomacia de Viena, monarquía de España, regente de Barcelona, archiduquesa María Isabel.

Attempts of the Emperor Charles VI at the Congress of Utrecht, 1712

ABSTRACT

During the congress of peace in Utrecht in 1712, emperor Charles VI strived to acquire the whole Spanish monarchy. Since his election as emperor and the death of his elder brother Joseph I, England and the Netherlands, who aided this Habsburg ruler during the War of Succession, abandoned him, and tried to reach a rapid agreement with France, his historical enemy up till that time. In order to maintain his claims to the Spanish crown, Charles left his wife in Barcelona as regent before his return to Vienna. However, as they had no children, in the summer of 1712, the Viennese diplomacy wanted the archduchess Mary Elizabeth, one of the King's sisters, to succeed the empress. But this plan was not carried out, because meanwhile England had agreed to that the rival of Charles VI, Philip V (Bourbon) could obtain the Spanish crown lands.

Key words: Congress of peace in Utrecht (1712), England and the Netherlands, emperor Charles VI, Viennese diplomacy, Spanish monarchy, regent in Barcelona, archduchess Mary Elisabeth.

Le congrès d'Utrecht était ouvert en janvier 1712. Son importance montre que presque toutes les puissances qui participaient dans la Guerre de Succession d'Espagne y ont envoyé leurs représentants encore au cours du même mois, sauf l'empereur Charles VI qui n'a pas donné ses instructions à contre-cœur qu'en février au Philipp Ludwig comte de Sinzendorf¹, chancelier d'Autriche, ambassadeur impérial plénipotentiaire aux traités d'Utrecht².

L'éloignement de Charles VI pour ce congrès fut bien fondé. L'idée des traités provenait de l'Angleterre en octobre 1711 qui était, avec l'empereur et les Provinces-Unies ensemble, membre de la Grande Alliance de 1701, à laquelle se sont attachées plusieurs d'autres pays. Cette coalition avait pour but de mettre fin à l'expansion française, en empêchant avant tout l'union des couronnes de la France et de l'Espagne, et de créer une situation d'équilibre entre les puissances européennes. Les Hollandais, attaqués plusieurs reprises par l'armée de Louis XIV au siècle précédent, pour prévenir des situations pareilles, dès les débuts de la guerre espéraient de faire reconnaître une barrière qui garantissait leur sécurité du côté sud, semblablement au traité de Ryswick (1697). Le 29 octobre 1709 un accord de tel contenu a été signé à La Haye entre la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies³. La discussion sur le renoncement à plusieurs villes par les Français que les Hollandais revendiquaient, était encore en plain cours entre Louis XIV et le gouvernement des Provinces-Unies, quand en automne 1710 un nouveau gouvernement, composé des *tory*, venaient au pouvoir en Angleterre. Ce nouveau ministère considérait les dépenses de la guerre excessives du cabinet précédent, par rapport aux bénéfices qui en ont été tirés. Les *tory* étaient décidés de conclure la paix le plus vite possible avec la France, au fond des avantages commerciaux et de sécurité de leur pays. D'autant plus, parce que les banquiers anglais refusaient de financer les dettes par la suite⁴. Au cours de l'hiver 1710 et 1711, le gouvernement de Londres a donc rompu avec la politique guerrière⁵, à laquelle son prédécesseur, le régime *whig* s'était engagée, en s'obligeant à la représentation des intérêts de ses alliés aussi au cours des traités avec l'ennemi commun. Louis XIV réclama également la paix après les défaites militaires de son armée au cours de 1708 (Audenarde, Lille, Gand), de 1709 (Tournai, Malplaquet, Mons), et en

¹ BRAUBACH, M.: "Die Friedensverhandlungen in Utrecht und Rastatt 1712 bis 1714", *Historisches Jahrbuch*, 90/2 (1970), pp. 286-288.

² MÜLLER, K.: *Das kaiserliche Gesandtschaftswesen im Jahrhundert nach dem Westfälischen Frieden (1648-1740)*, Bonn, Röhrscheid, 1976 (Bonner historische Forschungen, Bd. 42), p. 90. y BITTNER, L., GROSS, L. (dir.): *Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Frieden (1648)*, t. 1. Berlin, Stalling, 1936, p. 154.

³ BÉLY, L.: "Friedensgestaltung und Friedenssicherung in Utrecht (1712-1713)", en BRAUN, G. (dir.): *Asseratio pacis. Französische Konzeptionen von Friedenssicherung und Friedensgarantie 1648-1815*, Münster, Aschendorff, 2011 (Schriftenreihe der Vereinigung zur Erforschung der Neueren Geschichte, 35), p.182. Voir encore GEIKIE, R., MONTGOMERY, I. A.: *The Dutch Barrier 1705-1719*, Cambridge, Cambridge U. P., 1930.

⁴ Le gouvernement de Vienne recevait de l'Angleterre un emprunt de 1,75 millions écu impérial pendant la guerre, tandis qu'il empruntait 2,95 millions des Provinces-Unies. OTRUBA, G.: "Die Bedeutung englischer Subsidien und Antizipationen für die Finanzen Österreichs 1701-1748", *Vierteiljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 51, 2 (1964), p. 205.

⁵ HATTENDORF, J.: *England in the War of the Spanish Succession: A Study in the English View and Conduct of Grand Strategy, 1701-1713*, New York – London, Garland, 1987 (Modern European History), p. 231 y 237.

conséquence de la famine du “grand hiver” de 1709. Mais le roi trouva les prétentions des puissances maritimes exorbitantes; non seulement concernant la barrière⁶, mais surtout que les alliés attendaient à lui de chasser Philippe V, son petit-fils d'Espagne⁷. La situation menaçait alors avec une rupture des négociations, commencées en 1709 et continuées à Gertruydenberg en 1710.

En avril 1711, l'empereur Joseph I^{er} mourut inopinément. Son frère cadet, l'Archiduc Charles Habsbourg, prétendant du trône d'Espagne (qui tenait sa cour à Barcelone depuis 1705), était l'héritier de tout les pays du défunt. Pour prendre le gouvernement sur les territoires hérités, il revenait à Vienne, en laissant son épouse, Élisabeth-Christine en qualité de *gobernadora general*⁸ en Catalogne. En plus, il avait de bonne chance de pouvoir se faire élire pour empereur (qui va se réaliser en automne de la même année). Si le but du Habsbourg pour l'acquisition de la monarchie espagnole se réalisait, un puissant empire, comparable à celui de Charles Quint aurait se former qui, malgré leur alliance, s'opposait à l'intérêt des puissances maritimes, sans qu'elles l'avaient signalé ouvertement. Mais cette nouvelle situation avait renforcé l'intention du gouvernement actuel anglais, en facilitant le recommencement de ses négociations avec les Français. Les activités diplomatiques secrètes déroulaient à l'exclusion même des Hollandais, et ont amené aux préliminaires de paix, signés le 8 octobre 1711. Londres ne faisait pas connaître qu'une partie de ce document devant ses alliés, dont le fond était le renoncement du prétendant Habsbourg à la couronne d'Espagne. Les points publiés touchaient la reconnaissance de la succession protestante en Angleterre, la démolition de la forteresse de Dunkerque, des garanties pour prévenir l'unification des couronnes de France et de l'Espagne, les barrières dans les Pays-Bas et au Sud-ouest de l'Empire, des différentes questions du commerce, ainsi que l'obligation pour discuter toutes les revendications des pays qui participaient dans la guerre. Le contenu des éléments de l'accord qui concernaient les exigences territoriales et commerciales britanniques et la résolution française pour aider d'acquérir tout les territoires italiens qui furent considérés nécessaire pour le duc de Savoie, restaient dans l'obscurité, même si l'existence de tel points ne pût pas resté caché⁹.

Parmi ces circonstances, il n'est pas surprenant que les alliés de l'Angleterre, comme aussi l'empereur, se méfiaient. Ce dernier avait donné des ordres à son plénipotentiaire d'Utrecht, en demandant quelquefois ses avis également. Au milieu de février 1712, le souverain l'a instruit de faire tarder les négociations jusqu'à un moment plus favorable pour la Maison d'Autriche¹⁰. En effet, le rapport du comte Guido

⁶ WEBER, O.: *Der Friede von Utrecht. Verhandlungen zwischen England, Frankreich, dem Kaiser und den Generalstaaten 1710-1713*. Gotha, Perthes, 1891, p. 114.

⁷ BÉLY, L.: *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*. Paris, Fayard, 1990, p. 463.

⁸ LEÓN SANZ, V.: *Entre Austrias y Borbones. El Archiduque Carlos y la Monarquía de España (1700-1714)*, Madrid, Sigilo, 1993, p. 207.

⁹ MALETTKE, K.: *Hegemonie – multipolares System – Gleichgewicht 1648/1659-1713/1714*, Paderborn – München – Wien – Zürich, Schöningh, 2012 (Handbuch der Geschichte der Internationalen Beziehungen, Bd. 3), pp. 499-501.

¹⁰ Österreichisches Staatsarchiv, Haus-, Hof- und Staatsarchiv, HHStA (Vienne), Staatskanzlei, Vorträge (Konferenzprotokolle und Referate), St. Vortr., Kart. 17, Konv. “Karl VI. an Sinzendorf und Vorträge Sinzendorf, 1712”, Karl VI. an Sinzendorf, fol. 23v Vienne, 17 février 1712.

Stahremberg, maréchal impérial en Espagne et celui de Ramón Vilana Perlas marquis de Rialp, secrétaire du Conseil de la gouvernatrice à Barcelone, prouvent d'un certain optimisme concernant les chances militaires des alliés¹¹. Selon le maréchal, l'armée du "duc d'Anjou" (comme il avait nommé Philippe V) ne sera pas prêt pour la bataille avant juin ou juillet. Il avait proposé alors de commencer les opérations militaires fin mars ou début d'avril, en assiégeant la ville de Tortose, parce qu'il considéra la cavalerie et l'infanterie impériale d'être en bon état. Il manquerait seulement de l'argent pour le pain et de la pâte¹². Mais au printemps, l'empereur lui-même dut reconnaître que parmi les quatre bataillons que les Hollandais ont ordonné pour la continuation de la guerre en Espagne, il n'y auraient que deux qui seront prêts pour l'embarquement¹³.

Sinzendorf qui séjourna en Hollande, était beaucoup plus pessimiste concernant les possibilités de la représentation des intérêts dynastiques de son souverain. Il n'arrivait quand-même pas à convaincre son maître qui se fia à la capacité diplomatique et à l'attachement de son représentant¹⁴. Charles VI lui avait suggéré d'appeler aux droits de la Maison d'Autriche, de rappeler les participants alliés pour tenir leur promesse et de collaborer avec les Hollandais aux cours des traités¹⁵. Le 19 mars 1712, l'empereur s'indignait en se confrontant avec le fait qu'à Utrecht les affaires se développeraient contre sa volonté. Il était étonné du fait que les alliés ont laissé d'arracher aux Français des concessions, alors que ses compagnons de lutte sembleraient lui contester ce qu'il possède effectivement; un comportement qu'il n'aurait pas présumé surtout des Hollandais¹⁶. Or, selon l'empereur, il ne serait pas d'autre condition pour le rétablissement de la tranquillité de la Chrétienté que l'acquisition de toute la monarchie d'Espagne par les Habsbourg¹⁷. Il serait alors nécessaire de tâter la conception des Néerlandais sur cette question, et s'ils soutenaient l'aspiration de Charles VI pour les territoires intégral espagnols, l'empereur serait disposé de leur accorder des avantages concernant la barrière et le commerce. Si les Hollandais avaient un différent avis, la diplomatie impériale n'aurait pas d'autre choix que de s'attacher aux Anglais, en essayant d'arracher à eux tout ce qui serait possible¹⁸.

Le gouvernement de Londres avait donné sans doute des signes encourageants dans ces jours pour Vienne. Thomas Wentworth lord de Strafford, ambassadeur plénipotentiaire anglais à La Haye et aux traités d'Utrecht affirma que les Britanniques seraient destinés pour une expédition militaire; ils attendraient seulement l'approbation des Provinces-Unies concernant les quatre millions d'écus, affecté ensemble avec eux pour la guerre en terre et en mer en Catalogne¹⁹. Il s'agissait du subside promi au cours de la visite du prince Eugène de Savoie à Londres, dont un tiers devait dénicher

¹¹ *Ibidem*, fol. 25v., Vienne, 20 février 1712.

¹² *Ibidem*, fol. 34r-v., Vienne, 24 février 1712.

¹³ *Ibidem*, fol. 49r, Vienne, 6 avril 1712.

¹⁴ *Ibidem*, fol. 33v, Vienne, 24 février 1712.

¹⁵ *Ibidem*, fol. 39r, Vienne, le 25 février 1712 et 42r-v, Vienne, 9 mars 1712.

¹⁶ *Ibidem*, fol. 47r, Vienne, 19 mars 1712.

¹⁷ *Ibidem*, fol. 50r-v, Vienne, 6 avril 1712.

¹⁸ *Ibidem*, fol. 55r-v, Vienne, 25 avril 1712

¹⁹ ÖStA, HHStA, Reichskanzlei, Friedensakten, Kart. 172a, fol. 48v, Londres, 26 avril 1712.

l'empereur²⁰, tandis que le reste (les autres deux tiers) les Hollandais et les Anglais. En effet, Johann Philipp Hoffmann, résident impérial en Angleterre pouvait joindre à son rapport la liste des sommes votées pour la milice sur la Péninsule Ibérique par le parlement anglais. Il s'agissait de 6205 livre sterling pour les commissaires destinés à l'Espagne, au Portugal et à l'Italie en 1712; de 34.000 livres sterling pour trois mois (de Noël 1711 jusqu'à Notre Dame 1712) à plusieurs régiments d'infanterie et de dragon, avec la paye de l'État major des troupes portugais ensemble²¹. Rien n'empêchait donc plus les fournisseurs impériaux d'acheter des provisions pour la milice, bien que selon les Anglais, la *junta* de Barcelone spéculait pas mal sur les sommes qu'ils donnent, parce que le gouvernement de l'impératrice Élisabeth-Christine aurait fixé le prix du blé en double du réel²². En plus, selon William Legg lord de Dartmouth, secrétaire d'État du Département Sud du ministère anglais, la reine Anne d'Angleterre aurait instruit ses amiraux à la Méditerranée de transporter les recrues impériales de l'Italie à Barcelone²³.

Quand au début de mai 1712 le baron Johann Georg von Hohendorf, colonel impérial, aide de camp du prince Eugène de Savoie, agent secret de l'empereur, avait informé Charles VI que l'union des couronnes de France et de l'Espagne lui semblait inévitable à cause des décès successifs dans la maison royale française²⁴, il n'a pas manqué de mentionner un plan parcourant à Utrecht, selon lequel l'Espagne et les Indes ne passeraient pas ni à l'empereur, ni à Philippe V, mais au duc de Savoie²⁵. L'empereur regrettait beaucoup ces changements diplomatiques produits à l'influence de la France, d'autant plus, parce que le nouveau projet avait proposé de donner les territoires qui revenaient à lui, à une troisième personne²⁶. Peu après, le souverain se consolait que par l'éventuel futur partage de la monarchie d'Espagne il ne perdrait plus, comme si le contrat familial secret de 1703 ait se réalisé selon la volonté de son père l'empereur Léopold I^{er}²⁷. (Charles VI a renvoyé ici au *pactum mutuae successionis*, conclu à Vienne avant son départ pour Barcelone, selon lequel, si les Habsbourg acquièrent l'ensemble de l'héritage" espagnol, destiné formellement à l'Archiduc, il aurait fallu le partager en réalité avec son frère Joseph)²⁸.

Le 28 juin 1712, après que John Robinson, évêque anglican de Bristol, ambassadeur principal de l'Angleterre à Utrecht avait renseigné les diplomates des alliés sur la harangue, dite par la reine Anne au parlement dix jours plus tôt, ayant informé sur

²⁰ HHStA, St.Votr. (*nota 10*), Kart. 17, Konv. "Karl VI. an Sinzendorf", fol. 47v-48r, Vienne, 19 mars 1712.

²¹ HHStA, Reichskanzlei, Friedensakten (*nota 19*), Kart. 172a, fol. 45v, Londres, 29 avril 1712.

²² *Ibidem*, fol. 105r, Londres, 17 mai 1712.

²³ *Ibidem*, fol. 89r, Whitehall, 12 avril 1712.

²⁴ Le Dauphin est mort en 1711, en février 1712 son fils aîné le duc de Bourgogne, suivi un mois plus tard par le fils aîné de ce dernier, le duc de Bretagne. Par conséquent, le c'était le deuxième fils du duc de Bourgogne, le futur Louis XV qui est devenu, à l'âge de deux ans, le successeur du trône de Louis XIV son arrière grand-père.

²⁵ HHStA, Reichskanzlei, Friedensakten (*nota 19*), Kart. 172a, fol. 24r, Utrecht, 4 mai 1712.

²⁶ HHStA, St.Votr., Kart. 17 (*nota 10*), Konv. "Karl VI. an Sinzendorf", fol. 59v, Vienne, 18 mai 1712.

²⁷ *Ibidem*, fol. 64v, Presbourg, 1 juin 1712.

²⁸ BÉRENGER, J.: *Léopold I^{er}, fondateur de la puissance autrichienne*, Paris, PUF, 2004 (Perspectives germaniques), pp. 407-438.

la position britannique concernant l'accord avec la France²⁹, le comte de Sinzendorf a rédigé son opinion sur les démarches politiques nécessaires, inspiré peut-être par le gouvernement de Vienne. Ses vues reflètent aussi les expériences qu'il avait obtenu au cours des traités à Utrecht, en se confrontant avec le comportement des puissances maritimes. Malgré l'approche des Anglais, il voyait constamment une menace dans l'activité française et proposa de faire des préparations militaires avec la participation des Provinces-Unies et l'aide financière hollandaise et anglaise, sous la direction du prince Eugène. L'ambassadeur impérial n'a pas donc conseillé l'attachement à l'armistice que le gouvernement de Londres tendit à conclure avec Versailles; au contraire, pour acquérir une position militaire favorable, il sollicita à continuer le siège du Quesnoy. Selon Sinzendorf, Vienne pourrait conclure une paix à la base des considérations suivantes: le renouvellement de l'alliance à l'intérêt de l'acquisition de l'entière monarchie d'Espagne pour la maison d'Autriche et l'établissement d'une barrière pour les Provinces-Unies; la création de tarif douanier envers la France, valable sur les territoires de la couronne d'Espagne. L'alliance innovée devrait faire accepter par les rois du Portugal et de Prusse, du duc des Savoie, des électeurs du Palatinat, de Hanovre et par tout les princes qui se sont engagés à l'empereur, à la Grande-Bretagne et aux Provinces-Unies contre la France, en même temps aussi pour la sécurité des cercles de l'Empire. Le renouvellement de l'alliance serait nécessaire aussi, pour que tout les participants trouvent leurs avantages et qu'elle garantisse leur sécurité. Elle devrait en plus assurer les territoires pour l'empereur qu'il possède déjà en majeure partie. Le comte de Sinzendorf a trouvé nécessaire de préparer un plan de guerre, pour pouvoir agir aussi bien offensivement que défensivement et que les opérations militaires continuent avec plus de succès et moins de dépenses. Il faudrait donc mettre l'armée alliée des Pays-Bas en bon état, et recommencer les opérations en Espagne vers le Portugal, pendant qu'une flotte devrait garantir la jonction très importante entre l'Italie et Barcelone. La reine Anne devrait être rappelée que les alliés, dans la clause des conditions rédigée pour la France le 5 mars 1712 s'avaient accordé de la représentation des intérêts de l'empereur concernant l'Espagne et les Indes. Charles VI serait disposé d'ailleurs d'envoyer 20.000 soldats en Savoie, 30.000 en Espagne, 14.000 au Rhin, 24.000 aux Pays-Bas, 8000 en Lombardie, un autre 8000 au royaume de Naples, 4000 en Bavière, en somme alors 108.000 hommes. Il serait prêt en plus de prendre en considération s'il était possible de mobiliser encore plus de soldats impériaux contre la France, et il fera tout possible pour encourager "la cause commune" parmi les princes de l'Empire³⁰.

Pour le gouvernement viennois il est devenu de plus en plus claire que les Anglais préféreraient leurs propres intérêts aux buts communs des alliés et que pour les réaliser, les Britanniques étaient résolus de s'accorder avec la France, oubliant les prétentions de l'empereur concernant l'Espagne³¹, avec lesquelles ils n'étaient plus d'accord, même s'ils ne l'ont pas proclamé ouvertement. Charles VI n'avait donc plus d'autre choix que de s'appuyer des Provinces-Unies, en les essayant faire intéressée dans

²⁹ Son texte en imprimé voir HHStA, Reichskanzlei, Friedensakten (*nota 19*), Kart. 172a, fol. 131v-132r.

³⁰ *Ibidem*, fol. 168r-172v.

³¹ HHStA, St. Vortr. (*nota 10*), Kart. 17, Konv. "Karl VI. an Sinzendorf", fol. 73v, Presbourg, 4 juillet 1712.

la continuation de la guerre. Dès ce moment, la diplomatie autrichienne commençait alors à suggérer que la réalisation des intérêts commerciaux anglais sera désavantagée tant sur mer que concernant la barrière pour les Hollandais³². Il n'est pas surprenant que l'empereur s'est adressé par une lettre de sa propre main à Anthonie Heinsius, grand-pensionnaire de Hollande, dans laquelle il a exprimé son espérance que les Provinces-Unies, en tant que membres de l'alliance, ne cesseront pas de soutenir les prétentions de la Maison d'Autriche³³. Il en a reçu une réponse polie, mais bien vague³⁴. Ce qui était d'autant plus regrettable de son point de vue, parce qu'à cause du comportement de l'Angleterre, le versement des quatre millions écus n'était plus attendu que justement de la Hollande. Bien qu'il ait prévu que les Néerlandais ne payeront pas la partie entière des Britanniques, Charles VI espérait qu'au moins la moitié, pour qu'il ne soit pas obligé de prendre la plus grande part de cette somme à sa charge³⁵. L'empereur les a poussé aussi pour renouveler l'alliance, d'autant plus, parce que, selon lui, la désertion des Anglais obligera d'hiverner la flotte hollandaise dans la Méditerranée, ce qui nécessiterait aussi l'envoi d'une somme considérable³⁶. Le souverain s'étonnait évidemment beaucoup quand il avait appri la nouvelle que cette escadre a été recommandée de l'Espagne inopinément. L'empereur, abandonné par ses alliés à lui-même, devait alors continuer la lutte seul pour l'acquisition de la monarchie d'Espagne. Il avait ordonné de commencer des négociations d'un emprunt considérable à Amsterdam³⁷, et donnait des instructions à Sinzendorf pour acheter et envoyer du blé en Catalogne³⁸.

Au moment de cette démarche, Charles VI était dans une position assez désespérée. Déjà en juillet 1712, le commandant en chef de l'armée anglaise, James Butler duc d'Ormond avait signé l'armistice avec la France et il a séparé ses troupes de celles des Hollandais et des Impériaux. Les Néerlandais ont continué encore les opérations militaires pendant quelques semaines, mais après la perte du Quesnoy, de Bouchain, de Douai et leur défaite à Denain (29 juillet 1712), ils les cessaient également. L'empereur qui, malgré tout cela, ne renoncera pas aux actions jusqu'au mars 1713³⁹, restait donc seul. Et à la longue, la situation en Espagne n'était plus favorable pour lui non plus. Le maréchal impérial Stahremberg avait réussi de prendre Cervera, il pouvait menacer Lérida et il a reconquis pour un certain temps Morella (à Valence). Mais peu après le renoncement de Philippe V sur ses droits concernant la couronne de France⁴⁰, John Campbell duc d'Argyle, le nouveau commandant de la milice anglaise

³² *Ibidem*, fol. 79v, Presbourg, 3 juillet 1712.

³³ VEENENDAAL, A. J. (ed.): *De Briefwisseling van Anthonie Heinsius 1702-1720*, t. 13, s^v-Gravenhage, Instituut voor Nederlandse Geschiedenis, 1994, p. 547. Presbourg, 16 juillet 1712.

³⁴ *Ibidem*, 604, La Haye, 3 août 1712

³⁵ HHStA, St.Vortr. (nota 10), Kart. 17, Konv. "Karl VI. an Sinzendorf", fol. 83v, Presbourg, 16 juillet 1712.

³⁶ *Ibidem*, fol. 87v, Presbourg, 17 juillet 1712.

³⁷ *Ibidem*, fol. 89r-v, Presbourg, 2 août 1712.

³⁸ *Ibidem*, fol. 91r, Vienne, 23 novembre 1712.

³⁹ FRANCIS, D.: *The First Peninsular War, 1702-1713*. London – Tonbridge, E. Benn, 1975, p. 386.

⁴⁰ La reine Anne souhaitait le renoncement à la façon de la infante Marie-Thérèse, fille du roi d'Espagne Philippe IV à l'occasion de son mariage avec Louis XIV. Voir son instruction à Robert Sutton lord de Lexington, envoyé extraordinaire britannique à Madrid du 1^{er} septembre 1712 dans CURTIS BROWN, B. (ed.): *The Letters and Diplomatic Instructions of Queen Anne*, New York, Funk & Wagnalls, 1968, p. 378.

en Espagne⁴¹ avait entretenu de l'armistice avec les Français et de l'évacuation des forces impériales sur la Péninsule Ibérique. Quinze jours plus tard, les troupes britanniques étaient séparées de celles de l'empereur et du roi de Portugal. Elles furent concentrées à Badalona à la côte méditerranéenne, pour les embarquer en novembre 1712. En décembre, le Portugal s'est rallié également à l'armistice. Starhemberg qui depuis huit mois assiégeait Gérone, devait l'abandonner en janvier 1713 à cause de l'approche de l'armée ennemie⁴².

Mais le futur douteux en Espagne pour la Maison d'Autriche commençait bien avant de l'aggravation de ces circonstances militaires et diplomatiques. En septembre 1711, quand Charles Habsbourg avait quitté la Péninsule Ibérique pour revenir à Vienne en empereur élu et couronné, pour maintenir sa prétention à la couronne d'Espagne, laissait son épouse, Élisabeth-Christine en fonction de gouverneur général à Barcelone. Ce n'était qu'un des problèmes pour lequel la situation du régime "autrichien" en Catalogne devenait de plus en plus incertain. Un autre en fut que Charles VI n'avait pas d'enfant, pendant que son concurrent, Philippe V naissaient quatre jusqu'en septembre 1713. C'était une situation bien défavorable à la Maison des Habsbourg, parce qu'elle n'avait pas d'héritier non seulement pour le trône d'Espagne qu'elle espérait d'acquiescer, mais pour la monarchie autrichienne non plus. Très peu après l'arrivée de Charles VI à la capitale impériale, le gouvernement de Vienne a donc lancé l'idée de rappeler l'impératrice de Barcelone, pour la remplacer par une archiduchesse. L'empereur n'excluait même pas son propre retour en Espagne, mais il attendait la proposition des alliés⁴³. En tout cas, il serait nécessaire que la flotte anglaise soit à sa disposition pour le voyage⁴⁴. Selon Charles VI, le moment idéal pour le voyage de l'archiduchesse serait la date du transport des recrues en Catalogne. Dans ce cas, la flotte méditerranéenne, au lieu de naviguer çà et là, pourrait exécuter quelques expéditions⁴⁵. Au milieu d'avril, le résident impérial à Londres a demandé la reine, par l'intermédiaire du lord de Dartmouth pour l'aide de la flotte anglaise en Méditerranée⁴⁶. La réponse du secrétaire d'État, arrivée dans quinze jours, était positive: la souveraine a intimé ses amiraux à emporter une des archiduchesses ou l'empereur à Barcelone et l'impératrice à Gênes ou bien à un autre port italien, selon son désir⁴⁷. L'idée de Charles VI de faire venir son épouse de la Catalogne et de la remplacer par une archiduchesse, fut applaudie par le gouvernement anglais qui était prêt d'aider de la réaliser⁴⁸, puisqu'elle s'affaiblissait le maintien de la prétention des Habsbourg à la couronne d'Espagne. La personne de l'archiduchesse ne semble pas être choisie avant mai, bien que, selon l'empereur, le temps du rappel de l'impératrice n'ait pas encore arrivé, parce que la lutte pour le maintien de l'Espagne serait

⁴¹ Sur son activité voir DICKSON, P.: *Red John of the Battles: 2nd duke of Argyle and 1st duke of Greenwich, 1680-1743*, London, Sidgwick & Jackson, 1973.

⁴² FRANCIS, *op. cit.*, (nota 39), pp. 361-363.

⁴³ HHStA, St. Vortr. (nota 10), Kart. 17, Konv. "Karl VI. an Sinzendorf", fol. 23v-24r, Vienne, 17 février 1712.

⁴⁴ *Ibidem*, fol. 44v, Vienne, 9 mars 1712.

⁴⁵ *Ibidem*, fol. 50r, Vienne, 6 avril 1712.

⁴⁶ HHStA, Reichskanzlei, Friedensakten (nota 19), Kart. 172a, fol. 63v, Londres, 14 avril 1712.

⁴⁷ *Ibidem*, fol. 64v, Whitehall, 26 avril 1712

⁴⁸ *Ibidem*, fol. 1r-v, Londres, 3 mai 1712.

encore loin d'être fini⁴⁹. Le souverain voulait assurer l'aide des puissances maritimes et continuer la guerre au pis aussi sans la participation des Anglais⁵⁰. Déjà tout au début d'août, l'empereur se voyait contraint de constater que les Britanniques non seulement ne seraient plus disposés de continuer les luttes, mais ils avaient décidé d'appeler leur flotte méditerranéenne, avant quelle puisse être remplacée. Ils compromettraient par là l'envoi de l'archiduchesse à Barcelone et le retour de l'impératrice de la Catalogne⁵¹.

Or, le voyage de la soeur de Charles VI était déjà soigneusement préparé. C'est l'archiduchesse Marie-Élisabeth (1680-1741) qui a été chiosé pour succéder à l'impératrice. En dehors de cette soeur aînée de l'empereur, il n'y avait qu'une archiduchesse célibataire adulte en 1712, Marie-Madeleine (1689-1743), une autre soeur du souverain. Ne connaissant pas la raison du choix de Marie-Élisabeth, on suppose que ses capacités intellectuelles et ses bonnes relations avec son frère, datant de l'enfance⁵², qui seraient des facteurs déterminants. Certainement il n'est pas hazard que Charles VI la nommera en 1725 pour gouvernatrice des Pays-Bas autrichiens⁵³.

A l'instruction de l'empereur qui séjournait à Presbourg, en participant à la diète hongroise, la Conférence de la cour a donné son avis sur le plan du voyage de l'archiduchesse en juillet 1712. Selon les membres de cet organe, l'embarquement devrait avoir lieu en septembre, il faudrait alors fixer la date du départ de Vienne pour la fin de juillet, parce que la route exigerait quatre semaines jusqu'au port. Ils ont proposé pour l'économie d'utiliser des chaises de poste qui, après l'embarquement de Marie-Élisabeth, devraient retourner à Milan, pour y attendre l'impératrice, venante de l'Espagne. Il serait souhaitable que l'empereur choisisse le futur majordome de l'archiduchesse, pour qu'il puisse assister aux prochaines séances; préférablement quelqu'un qui parle l'espagnol. Trois chambellans qui obéissent au majordome, suffiraient. Le seul écuyer pourrait s'acquitter aussi de la fonction du chambellan de l'argenterie. Ils ont considéré à peu près quatre garçons encore qui seraient nécessaire aussi. Le supérieur jésuite devrait proposer pour l'archiduchesse un confesseur et un associé à lui; ce dernier devrait être un ecclésiastique séculier. L'impératrice Éléonore, mère de Marie-Élisabeth, veuve de Léopold I^{er} pourrait choisir les dames d'honneur. Il faudrait envoyer deux autres femmes qui, en cas de dissentiment, seraient capable de se rapporter aux dames espagnoles. Le président de la Chambre de la cour pourrait donner avis des sommes nécessaires, après que le nombre de la cour de l'archidu-

⁴⁹ HHStA, St.Vortr. (note 10), Kart. 17, Konv. "Karl VI. an Sinzendorf", fol. 64v-65r, Presbourg, 1 juin 1712.

⁵⁰ *Ibidem*, fol. 75r-76r, Presbourg, 4 juillet 1712.

⁵¹ *Ibidem*, fol. 89r, Presbourg, 2 août 1712.

⁵² KALMÁR, J.: "Ahnen als Vorbilder: Der vom späteren Kaiser Karl VI. in seinen Jugendjahren verfasste Kanon der Herrschertugenden" dans HAUG-MORITZ, G. y otros (ed.): *Adel im <langen> 18. Jahrhundert*. Wien, ÖAW, 2009 (Zentraleuropa-Studien), p. 54 y 60. Elle était considérée déjà à l'âge de seize ans comme quelqu'une qui parle toutes langues et qui n'a pas besoin de l'interprète. HHStA, Obersthofmeisteramt, Protokolle, tome 5, fol. 511r, mai 1696.

⁵³ HERTEL, S.: "Herrschtüchtiges Weib oder demütige Dienerin Erzherzogin Maria Elisabeth (1680-1741) als Statthalterin in Brüssel", dans BARTH-SCALMANI, G. y otros (dir.): *Forschungswerkstatt: Die Habsburgermonarchie im 18. Jahrhundert/Research Workshop: The Habsburg Monarchy in the 18th Century*, Bochum, Winkler, 2012 (Das Achtzehnte Jahrhundert und Österreich, Bd. 26), pp. 77-90.

chesse fût résolu. En dehors des frais du voyage, il faudrait compter aussi les primes des amiraux et des capitaines de vaisseau, en plus les dettes que Marie-Élisabeth hérite de la cour barcelonaise précédente⁵⁴.

Une nouvelle session de la Conférence de la cour a eu lieu le 29 juillet 1712, déjà avec la participation du comte Johann Wenzel Gallas, ancien ambassadeur à la Cour anglaise⁵⁵, nouveau majordome de l'archiduchesse. C'était lui, à côté de la veuve impératrice et le chambellan, qui a fait la liste du personnel, destiné à former la cour barcelonaise de Marie-Élisabeth⁵⁶. Le comte Adam Paar, maître de poste a se prononcé sur les frais du voiturage. Les membres de la Conférence avaient constaté qu'il serait nécessaire de penser, entre autres, aussi au couverts d'argent, d'étain et de cuivre. Ils ont proposé de faire faire un calcul approximatif par la Chambre de la cour et par l'Office de Contrôle de la cour (*Hofkontrollamt*), contenant le salaire des employés, les prix des provisions et des vêtements. Il serait inévitable de s'informer des dettes de la cour barcelonaise, pour créer, en cas de nécessité, un emploi pour les administrer et pour savoir, quels bijoux l'archiduchesse devrait apporter avec lui, pour en faire de l'argent⁵⁷. Les accompagnants de l'archiduchesse devraient porter une livrée de guerre, faite de tissu gris, avec des cordons rouge et blanc, mais à Barcelone ils seront obligés à changer pour l'uniforme des membres de la cour de l'impératrice. Il faudrait décider s'il y aient de livrée archiducal ou bien royale d'Espagne (ce dernier était le costume du milieu de don Juan de Austria quand il était le vice-roi

⁵⁴ HHStA, Obersthofmeisteramt, Ältere Zeremonialakten A, OMeA ÄZA A, Kart. 24, Konv. "Akten über die Reise der Erzherzogin Maria Elisabeth nach Katalonien", Reiseakten Maria Elisabeth, fol. 4v-7r, Presbourg, 14 juillet 1712), avec les remarques autographes de Charles VI.

⁵⁵ Pour son activité diplomatique voir la thèse manuscrite de MACH, E.: *Johann Wenzel Graf Gallas, kaiserlicher und königlich-spanischer Botschafter am Hof der Königin Anna von England (1705-1711)*, Diss. Wien, 1966.

⁵⁶ Elle se composait des suivants: d'un majordome, d'un médecin, d'un maître payant avec un copiste, d'un scribe de l'Office de Contrôle pour aligner les comptes, d'un copiste pour les règlements des comptes de l'éclairage, d'un sommelier avec un garçon, d'un tonnelier avec un aide, d'un valet de couvert avec des garçons et des plongeurs, d'un maître de cuisine qui rend les comptes de la cuisine, d'un copiste pour la garde de consommation avec des aides et des porteurs, d'un fermier de volaille avec un aide, d'un cuisinier, d'un chef de cuisine, de six boulangers, de deux aides, de deux porteurs de cuisine, de deux récurateurs de chaudron, de quatre garçons de cuisine, d'un metteur de couvert avec trois garçons, d'un metteur de couvert des femmes de chambre avec trois garçons, d'un metteur de couvert des jeunes gens nobles avec deux garçons, d'un aide d'orchestre, d'un approvisionneur de la cour ou d'un maître-quartier, de treize huissiers, d'un poseur de tapisserie avec un aide, d'une blanchisseuse, d'une blanchisseuse de linge de table. Il sont mentionnés encore douze personnes par leur nom qui étaient à Barcelone et qui parlaient espagnol: copistes, petit personnel, serveurs et courriers. HHStA, OMeA ÄZA A (*nota 54*), Kart. 24, Konv. "Reiseakten Maria Elisabeth", fols. 30r-33r.

⁵⁷ Les fournitures destinées à l'archiduchesse Marie-Élisabeth comme gouvernatrice voir *Ibidem*, fols. 20v-23r.

d'Aragon)⁵⁸. Par économie, le nombre des personnes du cortège de Marie-Élisabeth était fixé en nombre assez limité⁵⁹.

Le cérémonial du voyage de l'archiduchesse qui, selon le plan original, traverserait Salzbourg, Innsbruck, Brixen, Trente, Venise, Guastalla, Modène, Parme, Milan, Savoie et Gênes, devrait être accordé avec l'archevêque de Salzbourg; les autres princes le prendront modèle sur eux. En aucun cas ne mangerait Marie-Élisabeth avec un de ces princes, parce qu'il ne soit pas d'usage qu'une femme célibataire passe à table seul avec quelqu'un. Mais comme il était à craindre que le gouverneur à Innsbruck se présente non comme comte palatin, mais comme prince électeur⁶⁰ qui nécessiterait un cérémoniel spécial, pour éviter ce problème, la route a été enfin modifiée. Au lieu d'aller vers Salzbourg et Innsbruck, il a été choisi enfin la direction à travers la Styrie et la Carinthie, malgré que les chemins de ces pays étaient plus mauvais et il posait plus de problèmes à trouver des chevaux⁶¹.

Mais ce voyage ne se réalisait jamais. Les circonstances politiques esquissées ci-dessus, qui se sont évolués en sens inverse aux ambitions de l'empereur, ne l'ont pas permis. Elles ont obligé Charles VI, malgré qu'il manquait de l'héritier du trône, de prolonger le séjour barcelonaise de sa femme jusqu'au mars 1713, quand, après les autres membres de l'alliance, les Provinces-Unies se sont également ralliées à la paix, reconnaissant Philippe V pour roi d'Espagne. L'espérance de la possession de ce royaume ne restait pour Charles VI qu'un rêve qui passait de plus en plus loin.

⁵⁸ Dans sa thèse manuscrite de KALMÁR, M.: *Kulturgeschichtliche Studien zu einer Biographie von Erzherzogin Marie Elisabeth (1680-1741) aus Wiener Sicht*, Diss. Wien, 1988, p. 118. (nota 38), l'auteur, en utilisant la même source, a identifié faussement don Juan de Austria avec l'enfant illégitime de l'empereur Charles Quint qui n'a jamais été vice-roi d'Aragon. Il s'agit en réalité du fils naturel du roi Philippe IV d'Espagne qui avait rempli cette fonction entre 1653 et 1656. REGLÀ, J.: *Els Virreis de Catalunya*, Barcelona, Vicens-Vives, 1980, *Història de Catalunya*, 9, p. 121.

⁵⁹ Il se composait du majordome Mme. la comtesse Puchheim, des deux filles d'honneur (Mlle. Maria Franziska comtesse d'Auersperg et Mlle. Maria Eleonora comtesse d'Oettingen), d'un confesseur avec associé, d'une femme de chambre, de trois bonnes, d'une naine, d'une servante de chambre, d'une cuisinière avec aide, d'un garçon de cuisine, d'une blanchisseuse, de quatre servants de chambre, d'un sommelier, d'un chauffeur de chambre et d'un tailleur. HHStA, OMeA ÄZA A (nota 54), Kart. 24, Konv. "Reiseakten Maria Elisabeth", fol. 26r-27r. La liste des accessoires du voyage de l'archiduchesse voir *Ibidem*, fol. 20r et fol. 24r-v.

⁶⁰ Il s'agissait de Charles-Philippe de Pfalz-Neuburg, un oncle de Marie-Élisabeth du côté de sa mère.

⁶¹ *Ibidem*, fol. 13r-16v, Vienne, 29 juillet 1712.